

## **Le 11 novembre, rien ne remplacera la victoire**

Il se murmure que le président de la République ne souhaiterait pas célébrer le centenaire de la victoire de la France et de ses alliés le 11 novembre prochain. A la place, il ne serait question, à travers un « périple mémoriel », que d'évoquer les souffrances de nos soldats et de rendre hommage à leur courage tout au long de la guerre, ce qui paraît être la moindre des choses, mais sans évoquer le sens de ces mêmes souffrances, ce qui paraît être une faute.

Le président, pour reprendre les termes de Bruno Roger-Petit, son « conseiller mémoire », « *regarde l'histoire en face* » et souhaiterait d'abord que l'on retienne que la Grande Guerre fut « *une grande hécatombe* » lors de laquelle « *les combattants, qui seront au cœur des commémorations, étaient pour l'essentiel des civils que l'on avait armés* ». Ces mots paraissent difficiles à imaginer en 2018 tellement ils apparaissent comme la lumière résiduelle d'une étoile idéologique déjà morte. Ils l'ont été pourtant témoignant alors d'une histoire non pas vue de face mais de biais. Non monsieur le président, il ne s'agissait pas de « *civils que l'on avait armés* » mais de citoyens, qui pour reprendre les termes de la loi du 5 septembre 1798, étaient forcément « *aussi des soldats et se devaient à la défense de la patrie* ». Concrètement, en 1914, tout français physiquement apte était soldat jusqu'à l'âge de 49 ans, plus tardivement encore pour les militaires.

Le citoyen défend la cité lorsque celle-ci est menacée, c'est un des fondements de la République, or, il ne faudrait pas l'oublier, la République française était bel et bien menacée en août 1914. Elle fut même partiellement envahie et ravagée. Les quatre millions d'hommes qui se sont rassemblés alors n'étaient pas des civils naïfs. C'était absolument tous des soldats d'active ou de réserve qui répondaient sans joie mais consciemment à l'appel à défendre la patrie. Il n'y avait alors et il n'y aura jamais aucun doute parmi eux sur la justesse de ce combat sinon sur la manière de le mener. Même les mutineries de 1917 ont été à cet égard bien plus des grèves que des révoltes, l'idée d'arrêter le combat et d'accepter la défaite en étant exclue.

Ce combat, ils ne l'ont pas mené non plus sous la contrainte impitoyable et au profit d'une classe de profiteurs et de généraux bouchers, mais pour « faire leur devoir », selon les mots qui reviennent sans cesse dans leurs propos ou leurs lettres. Ils n'auraient jamais combattu avec une telle force si cela n'avait pas été le cas. Faut-il rappeler que le nombre d'exemptés demandant à aller au combat malgré tout a toujours été très supérieur à celui des réfractaires ? Que ce nombre très faible de réfractaires n'a cessé de diminuer avec la guerre ? Dire que leur combat n'avait pas de sens, ce qui est le cas lorsqu'on refuse d'évoquer la victoire, équivaldrait à traiter ces hommes d'idiots. Ils savaient ce qu'ils faisaient, ils méritent mieux que cela.

D'ailleurs ces « civils que l'on a armés » et qui auraient pris sur eux toute la charge du combat, qui sont-ils ou plutôt de qui faudrait-il les distinguer ? Des professionnels ? Car ceux-ci ne souffraient peut-être pas, eux et leur familles, parce qu'ils étaient volontaires ? Des officiers, dont un sur quatre a laissé la vie dans l'infanterie ? Des généraux, ceux-là même dont 102 sont « morts pour la France » en quatre ans ? Des dirigeants et représentants du peuple, dont 16 ont été tués par l'ennemi ? Faut-il rappeler aussi que les uns et les autres avaient leur fils en première ligne ? Le général de Castelnau en a perdu trois, le sénateur et futur président de la République Paul Doumer quatre, et il n'agissait pas hélas de cas isolés.

Faut-il rappeler encore que loin de la vision idéologique que ce conseiller du président semble reprendre à leur compte, ces généraux ont non seulement conduit les troupes à la victoire sur le champ de bataille mais ont réussi également la plus importante transformation de toute notre histoire ? L'armée française de novembre 1918 était la plus forte et la plus moderne du monde. Cela n'a pas été pas le produit d'un heureux hasard mais d'un immense effort et peut-être d'un peu d'intelligence.

Parmi ces généraux, les plus illustres ont reçu le titre de maréchal de France, ce n'est pas rien maréchal de France, c'est une dignité dans l'Etat. Ne pas les évoquer serait donc déjà étonnant. Il est vrai que parmi eux il y a le très gênant Pétain, futur coupable d'intelligence avec l'ennemi et de haute trahison, mais aussi, l'avenir ne détruisant pas le passé, un des artisans majeurs de la victoire de 1918. Mais il est vrai que si on ne veut pas parler de celle-ci il n'est pas besoin de parler non plus de tous ses artisans. Les maréchaux, et peut-être même les généraux, et pourquoi pas tous les officiers pour peu qu'ils soient professionnels, seront donc effacés de l'histoire comme les ministères de la vérité effaçaient les indésirables des photos dans les régimes totalitaires.

Ce sont les nations qui font les guerres et non les armées et la guerre est un acte politique. Célébrer la fin de la guerre sans célébrer la victoire, c'est refuser la politique et sans politique l'emploi de la force n'est que violence criminelle. Refuser la politique et donc la victoire, c'est traiter le gouvernement de la France pendant la Grande Guerre comme l'on traite les organisations terroristes lorsqu'on leur nie tout projet politique et on les cantonne à la folie. C'est placer Poincaré ou Clemenceau au rang de criminels et tous les soldats à celui de victimes. Et si les événements n'ont été que pure criminalité de la part des dirigeants de l'époque, la suite logique en serait pour les dirigeants actuels de s'en excuser, encore une fois.

Sans la défaite de l'armée allemande, concrétisée par l'armistice du 11 novembre 1918, la France et l'Europe n'auraient pas été les mêmes. Il n'est pas évident qu'elles en fussent meilleures sous la férule du Reich. La moindre des choses serait de le rappeler et de le dire, à moins qu'une loi mémorielle non écrite interdise de fâcher nos amis d'aujourd'hui parce qu'ils ont été nos ennemis hier, ce qui conduit de fait à interdire de célébrer une grande partie de notre passé. On peut même imaginer en allant jusqu'au bout, d'inverser la logique expiatoire en participant aux célébrations des victoires de nos anciens ennemis, comme celle de Trafalgar en 2005. Les Britanniques, eux, n'ont pas honte de leurs combats et ils n'hésitent pas à les célébrer dignement sans considérer que l'hommage à leurs soldats vainqueurs soit une insulte aux anciens vaincus. Faut-il rappeler le contraste édifiant à quelques semaines d'écart en 2016 entre les traitements respectifs des batailles de Verdun et de la Somme ?

La victimisation est peut être une tendance actuelle, elle n'était pas du tout celle de mon grand-père, valeureux combattant des tranchées qui n'aurait absolument pas compris qu'on lui vole ce pourquoi lui et ses camarades se sont battus. Lorsque plus de trois millions d'hommes ont été tués et gravement blessés pour atteindre un but, on peut considérer que celui-ci aussi a, à peine cent ans plus tard, encore des « droits sur nous ».

Pour fêter cette victoire, nul besoin forcément de défilé militaire grandiose mais au moins une reconnaissance, un remerciement, un mot, un geste du chef des armées serait suffisant. Un discours de vainqueur à la hauteur de ceux de Clemenceau, l'annonce que le centenaire du défilé du 14 juillet 1919 sera le moment principal de la célébration, entre nous ou avec nos alliés de l'époque, voilà qui serait un minimum, en complément de l'indispensable hommage aux soldats.

Pour le reste pour célébrer l'heureuse amitié franco-allemande, retournement incroyable au regard de l'histoire, il sera possible le 22 janvier de fêter l'anniversaire du traité de l'Elysée qui la marque bien plus dans l'histoire que le 11 novembre. Nous n'étions pas du tout amis à l'époque. Il n'y a pas d' « en même temps » en histoire, il n'y a que des faits réels et distincts, et on peut tourner le 11 novembre dans tous les sens, cela restera toujours l'anniversaire de la victoire de la France.

Michel Goya